

Clemenceau l'Américain

par Nicolas Barreyre

Avant de devenir l'une des figures tutélaires de la III^e République, Clemenceau fut correspondant de presse à New York, juste après la guerre de Sécession. L'édition de ses articles permet de retracer la trajectoire du républicanisme français, ainsi que ses zones d'ombres et ses impensés.

À propos de : Patrick Weil et Thomas Macé, éd., *Georges Clemenceau. Lettres d'Amérique*, Paris, Passés/Composés, 2020, 464 p., 24 €.

Georges Clemenceau peut-il servir de boussole à une gauche française en perte de repères ? Remis sur le devant de la scène avec le centenaire de la Grande Guerre et plusieurs biographies récentes, revendiqué comme figure tutélaire par certains dirigeants politiques (souvent en défense d'un certain autoritarisme, ou d'une intransigeance face à certains mouvements sociaux), il fait l'objet de réappropriations dans ce qui semble bien être une crise actuelle du républicanisme français. C'est dans ce contexte, et sans doute pour participer au débat, que sort l'édition des articles que le jeune Clemenceau a écrits comme correspondant américain du journal *Le Temps* entre 1865 et 1870. Les États-Unis sortent alors de quatre années d'une guerre civile sanglante, et sont au milieu d'une révolution politique engendrée par le conflit et sa conséquence principale : l'abolition de l'esclavage, qui fit de quatre millions d'hommes et de femmes asservies (soit plus d'un Américain sur dix) des personnes désormais libres – une période historique appelée « Reconstruction ». Ce pays, et sa situation historique, avaient de quoi fasciner Clemenceau, alors aux prises avec le régime de Napoléon III, dans une Europe uniformément monarchique où les élites avaient plutôt parié sur l'effondrement de l'expérience américaine.

Toute une vie sépare le jeune homme fougueux et fringant qui débarque à New York à l'automne 1865 de l'octogénaire du traité de Versailles qui illustre la couverture de l'édition de ces *Lettres d'Amérique*. Le pari des éditeurs Patrick Weil et Thomas Macé, toutefois, est que l'observation de la politique étatsunienne au sortir de la guerre de Sécession a suffisamment marqué le futur homme d'État pour éclairer ses convictions, et sa longue carrière qui s'ouvre alors à peine. Si Alexis de Tocqueville était allé étudier la démocratie – qu'il voyait comme le futur politique de la France – Clemenceau n'est-il pas allé voir de près ce régime républicain alors absent en Europe, et qui déjà par deux fois a été renversé en France ? Ses analyses, consignées à chaud et envoyées pour publication (anonyme) en France, nous sont alors précieuses pour comprendre non seulement la formation de la pensée politique de Clemenceau, mais aussi les liens transatlantiques entre les républicanismes français et américain qui pourraient nous éclairer sur la culture politique de la France d'alors – et, peut-être, sur l'héritage qu'il a laissé dans les débats d'aujourd'hui.

Un apprentissage politique

Georges Clemenceau a 24 ans quand, apparemment sur un coup de tête, il s'embarque pour New York en 1865. Il sort d'études de médecine agitées par des activités politiques qui lui ont déjà valu les honneurs des prisons impériales, et d'une déception amoureuse par laquelle, du moins dans sa correspondance, il justifie avec un brin de romantisme bravache son exil volontaire. Il passera quatre années aux États-Unis. C'est un observateur curieux, astucieux, parfois malicieux, et à la faveur des missives qu'il envoie régulièrement, dès septembre 1865, à la rédaction du *Temps*, il aiguise un regard plus personnel et incisif. C'est le premier apprentissage auquel on assiste au fil des pages : celui du Clemenceau journaliste. Ses premières lettres sont alors relativement peu originales. Il y développe les thèmes qui, pense-t-il, intéresseront le lecteur français – comme, par exemple, les finances publiques américaines et la qualité des bons du Trésor comme investissement. Les informations qu'on y trouve reprennent celles des journaux new-yorkais de l'époque. S'il se démarque, c'est par la place faite aux affaires étrangères dans ses comptes rendus – mais il s'agit sans doute là d'un effet de sa position comme correspondant français, au moment où l'Expédition du Mexique, lancée par Napoléon III en 1863, s'embourbe.

Au fil des envois, cependant, le regard politique s'aiguise, la compréhension s'affine, et les convictions se forment. Ainsi sur la place des Noirs américains dans la

société américaine venant d'abolir l'esclavage. En décembre 1865, il disserte sur leurs « funestes illusions », leur « manque de discernement au point de croire que la propriété de [leurs] anciens maîtres doit [leur] appartenir », et en conclut qu'il « semble difficile de [leur] conférer le droit de citoyenneté » dans l'immédiat, tant qu'ils n'ont pas appris que « liberté ne signifie point paresse et luxe » (p. 82-85). Il ne fait alors que répéter les poncifs de la plupart des blancs américains du Nord. Un an plus tard, il plaide au contraire pour l'« égalité absolue de tous les citoyens, sans exception, devant la loi ». Seule « cette solution conforme à la justice », affirme-t-il alors, peut garantir « la paix intérieure du pays » (p. 103). Dans ce cheminement politique, il suit beaucoup des républicains de l'époque, mais rejoint les plus radicaux d'entre eux, non seulement en parlant en termes transcendants de justice, mais en comprenant que c'est une condition indispensable à la cohésion d'une société. Il y forge ici une conviction qui parcourt le reste de ses lettres au *Temps*. Elle lui permet de comprendre les logiques politiques profondes à l'œuvre, au-delà de l'écume de péripéties parfois spectaculaires. Au moment d'adopter le 15^e Amendement à la Constitution, qui consacre le droit de vote des Noirs (hommes), il observe ainsi que les républicains ont été portés par leur propre révolution, alors qu'ils n'avaient pas anticipé cette conclusion quand, des années plus tôt, ils militaient pour l'abolition de l'esclavage. « Les hommes passent, les principes restent » (p. 330).

Clemenceau se fait donc plus radical, mais aussi plus ferme sur la logique de justice à mener à son terme. Son exigence est toutefois teintée d'optimisme, qui lui fait penser que la justice sociale est un progrès inéluctable : sur cette base, il défend dès 1869 l'amnistie des anciens sécessionnistes, seule base possible, selon lui, de la réconciliation nationale. La suite prouvera à quel point c'était là une erreur politique qui alimentera la réaction. Mais Clemenceau sera alors rentré en France, et n'y assistera pas.

Un meilleur observateur que Tocqueville ?

Le politiste Bruce Ackerman, qui signe la préface de cette édition, compare favorablement George Clemenceau à Alexis de Tocqueville. Certes, les deux Français ont visité les États-Unis à des moments très différents, et en ont donc rapporté des portraits contrastés ; mais le politiste juge Clemenceau plus clairvoyant sur la réalité politique et sociale du pays.

Il y a des limites à une telle comparaison, en ce que Tocqueville a tenté une approche systématique qui n'a jamais été l'ambition de Clemenceau, qui arrête d'ailleurs d'écrire sur les États-Unis après 1870. Mais il est vrai que Clemenceau sait se faire un œil ethnographique, parfois singulièrement éclairant. Ses pages, par exemple, sur les aspects carnavalesques des campagnes électorales, à la fois rituels et exutoires de la parole, sont astucieuses dans leurs analyses. Ses descriptions des conventions électorales des partis, ou des péripéties procédurières et politiques de l'*impeachment* d'Andrew Johnson en 1868 (le premier de l'histoire étatsunienne, où la destitution a échoué à une seule voix), sont croquées avec verve et lucidité. On voit ici un Clemenceau passionné de politique qui a appris à décrypter le système américain. Les historiens américains de la Reconstruction ne s'y sont pas trompés, d'ailleurs, qui citent ces lettres abondamment.

Le journaliste n'hésite pas non plus à comparer la République américaine au régime impérial français. Aucun système ici, mais des remarques sur la vie politique, comme la participation si active (et bruyante) des citoyens aux élections, mais aussi sur les bienfaits du caractère absolu de la liberté d'expression. Il s'amuse également à rapporter la manière dont, selon lui, les Américains voient le système politique français : ils considéreraient le régime impérial, autocratique, comme insupportable à des Américains épris de liberté, mais correspondant tout à fait à la « race latine » (p. 416-420)...

Cela dit, Clemenceau est surtout convaincant quand il relate la vie politique étatsunienne, et en restitue les logiques et le fonctionnement. Les lecteurs et lectrices françaises d'aujourd'hui pourront ainsi se plonger dans la Reconstruction, et en suivre ses événements politiques majeurs, au moins sur ses quatre premières années – d'autant plus que cette période n'est guère connue en France. Pour cette raison, il est dommage que ces *Lettres d'Amérique* n'aient pas fait ici l'objet d'une édition critique complète. On sait gré aux éditeurs d'avoir identifié tous les articles écrits par Clemenceau (une tâche difficile) et de les avoir reproduits : ce sont des documents inestimables. Mais il y a des erreurs factuelles dans les lettres – la plupart du temps provenant du texte original – qui auraient mérité des corrections en note. Parfois les noms propres sont écorchés (Boutwell devient Boutinell, Taney devient Tanley, etc.). Parfois ce sont des faits ou des chiffres qui sont faux. Plus gênant encore, certaines affaires sont introduites dans certaines lettres sans être suivies dans les suivantes, ce qui limite la compréhension historique qu'on peut en avoir. L'absence de ce travail empêche le non-spécialiste de clairement juger du regard de Clemenceau, et laisse démuné face à un contexte historique qui mérite des éclairages. Cet effort, cela dit, est

partiellement fait dans les introductions des trois sections qui divisent le corpus. Mais, là encore, elles reposent sur une historiographie assez mince, et en partie trop vieillie pour bien aider à comprendre la Reconstruction dont Clemenceau s'est fait le témoin.

Retour en France

Que nous disent ces *Lettres d'Amérique* de la trajectoire de Clemenceau, et à travers elle des transformations du républicanisme français ? L'américaniste qui écrit ces lignes aimerait insister sur deux observations, qui seront loin d'épuiser le débat. La première s'appuie sur les derniers articles rédigés par Clemenceau pour *Le Temps*, alors qu'il est déjà rentré en France – il reste « notre correspondant à New York » pendant plus d'un an après avoir quitté le pays. Ces articles, bien que toujours informés des événements en cours, se font plus généraux, presque abstraits, sur les États-Unis et de leur trajectoire politique – comme des leçons politiques. Le dernier texte, dans cette veine, est révélateur. Il décrit « l'Amérique » comme ouvrant une expérience historique unique – les économistes d'aujourd'hui parleraient d'« expérience naturelle » : toutes les « races », nous dit-il, y sont présentes et désormais à égalité juridique parfaite. « C'est là, sur ce sol libre et vierge, que se rencontrent, dans cette immense et inextricable mêlée de la *concurrence vitale*, l'Aborigène désarmé, d'avance vaincu sans combat ; l'Européen, armé de toutes pièces et traînant à sa suite l'Africain, auxiliaire avili qui devait un jour se laisser relever, sinon se redresser ; l'Asiatique, à son tour, attiré par l'or, et cuirassé de patience et de sobriété. En vain chaque race réclame sa part de champ et de soleil. [...] Il faut ou disparaître, ou la conquérir par la puissance du muscle et du cerveau. » (p. 432). Clemenceau fait là une description clairement teintée du darwinisme social d'Herbert Spencer (qu'il avait rencontré, d'ailleurs, sur son trajet vers New York), et qui fait écho à la vision du monde alors de plus en plus mise en avant par les libéraux américains – un groupe qui, en réaction aux difficultés de la Reconstruction, fait pression pour s'en tenir à une égalité juridique formelle et passer à un programme de libéralisme économique. D'ailleurs, à de nombreuses reprises à la lecture des articles de Clemenceau sur les quatre années, on reconnaît l'influence des libéraux new-yorkais sur ses analyses politiques. Cela interroge donc sur le rôle des circulations transatlantiques dans les transformations du libéralisme dans les deux pays, et surtout sur la compatibilité qui s'y construit avec une pensée raciale. Sous la plume de Clemenceau, qui un an plus tôt avait écrit un long éloge du républicain radical

américain Thaddeus Stevens, et qui plus tard s'opposera aux menées coloniales de la III^e République, de tels écrits peuvent paraître contradictoires. Peut-être le sont-ils, mais ils invitent alors à réfléchir sur la présence de hiérarchies raciales plus ou moins explicites dans le républicanisme français de la fin du XIX^e siècle, et au-delà.

Mais cette observation en appelle aussi une seconde : à la lumière de son parcours politique ultérieur, on mesure à quel point Clemenceau s'écarte presque immédiatement de la trajectoire politique que suivront ensuite ses interlocuteurs libéraux américains. Il faut sans doute y voir l'effet de la Commune, à laquelle Clemenceau prit part, mais qui a tant effrayé les libéraux outre-Atlantique. C'est une rupture majeure, aussi en ce qu'elle a pu faire diverger les républicanismes français et américain qui se répondaient jusqu'alors plus volontiers. La Commune a-t-elle aussi brusquement interrompu l'apprentissage « américain » de Clemenceau ? En tout cas, bien que marié en 1869 à une Américaine qui sera son épouse pendant vingt ans, Clemenceau ne retournera aux États-Unis qu'en 1922, au soir de sa vie. C'est la Grande Guerre, plus que ses souvenirs de jeunesse, qui motive alors ce voyage, fort bien relaté dans l'introduction de l'ouvrage. Une si longue absence suggère que le retour en France, puis la chute de l'Empire et la Commune, ont mis Clemenceau sur une trajectoire l'éloignant de son expérience américaine.

Au-delà de la figure de Georges Clemenceau, dont ces *Lettres d'Amérique* mettent en lumière un apprentissage politique d'un radicalisme teinté de libéralisme, cette belle édition permet plus largement d'interroger la trajectoire historique du républicanisme français – avec sa part de zones d'ombres et d'impensés – dans ce qu'elle puise, depuis la fin du XVIII^e siècle, dans sa confrontation avec l'expérience américaine.

Publié dans laviedesidees.fr, le 10 mars 2021.